

Finances et administration

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Rapport d'activité / Comité International de la Croix-Rouge**

Band (Jahr): - **(1991)**

PDF erstellt am: **14.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le département des Finances et de l'Administration qui emploie 72 collaborateurs au siège, est constitué de quatre unités distinctes: la division Comptabilité et Trésorerie, la division Budgets et Gestion terrain, le service des Bâtiments et la division administrative (regroupant les services du courrier, de l'offset, des assurances et de l'économat).

Compte tenu de la très grande retenue observée par le département des Finances et de l'Administration dans l'adaptation de ses effectifs, avec une croissance totale de 7% depuis 1984 face à une augmentation du volume des activités du CICR de 137% durant la même période, la surcharge engendrée par le développement brutal des opérations sur le terrain en 1991 a été répercutée sur tous les secteurs du département.

La division Comptabilité et Trésorerie a dû absorber un volume accru de transactions, de mouvements financiers en tous genres, tout en composant avec des problèmes de financement et de trésorerie de plus en plus complexes, vu l'étendue des découverts sur plusieurs actions.

La division Budgets et Gestion terrain a participé à l'appui fourni aux opérations

en affectant temporairement plusieurs de ses collaborateurs aux nouvelles délégations créées dans l'urgence (conflit du Golfe, essentiellement). Cette division a dû intensifier le recrutement et la formation de nouveaux administrateurs de délégations en portant l'effectif total de ces collaborateurs spécialisés de 60 à 95 entre fin 1990 et fin 1991.

Grâce à un recours encore plus systématique à l'informatique, des progrès importants ont été réalisés dans la prévision des dépenses du terrain, amélioration d'autant plus nécessaire que les risques financiers affrontés par l'institution croissaient constamment.

Les autres secteurs du département, c'est-à-dire la division administrative et ses services de soutien aux opérations, de même que le service des Bâtiments, ont également assumé les effets de la très forte croissance des activités terrain, en particulier au niveau du service du courrier, des assurances, du service offset, de l'économat. Enfin, un bâtiment, d'une surface utile de 2500 m², destiné à abriter les services techniques du CICR, a été mis en chantier par le service des Bâtiments en 1991.

Commentaires des tableaux financiers

Durant l'année 1991, la multiplication et l'ampleur des situations relevant directement du mandat du CICR ont entraîné un volume d'activité se chiffrant à 721,6 millions de francs, un niveau jamais atteint jusqu'alors.

En effet, s'il y a eu réduction des besoins sur certains théâtres d'opérations comme le Nicaragua, le Salvador, l'Angola ou le

Mozambique, les urgences humanitaires ont pris une dimension accrue lors du conflit dans le Golfe, ainsi que lors des affrontements en Somalie, du changement de régime en Ethiopie, puis du conflit en Yougoslavie.

Tout cela explique une croissance des activités de 64% par rapport à 1990, ce qui n'a pas été sans engendrer de très sérieux problè-

DÉPENSES ET CHARGES <i>(y compris prestations en nature et services)</i>	1991 <i>(en millions de francs suisses)</i>	1990 <i>(en millions de francs suisses)</i>
Dépenses de la structure «siège»	115,5	98,8
Dépenses de la structure «terrain»	606,1	342,5
Total	721,6	441,3

mes, que ce soit sur le plan du financement ou au niveau des ressources humaines, de la logistique et de tous les services de soutien. Les donateurs du CICR ont remarquablement soutenu l'institution, puisque les recettes ont progressé de 59% par rapport à 1990, passant de 451 à 717,8 millions de francs suisses, sans toutefois parvenir à couvrir tous les besoins. Le rapprochement entre le total des recettes et celui des dépenses pourrait suggérer que le financement des activités a été pratiquement assuré. Malheureusement, ces ressources ont été attribuées au CICR par les gouvernements donateurs de manière inégale: en effet, certaines situations très médiatisées ont bénéficié d'un financement relativement aisé, voire excédentaire, obligeant le CICR à en reporter l'utilisation à l'année suivante, tandis que d'autres actions, moins mobilisatrices, ont entraîné des découverts atteignant à fin 1991 un total de 54,2 millions.

Jamais au cours de son histoire l'institution n'a été contrainte de prendre des risques financiers d'une telle ampleur, en avançant

les sommes nécessaires à l'action avant d'être assurée de leur couverture par la communauté internationale. Le CICR est en effet lié par son mandat et ne peut subordonner ses interventions à la condition d'en obtenir le financement préalable ou simultané.

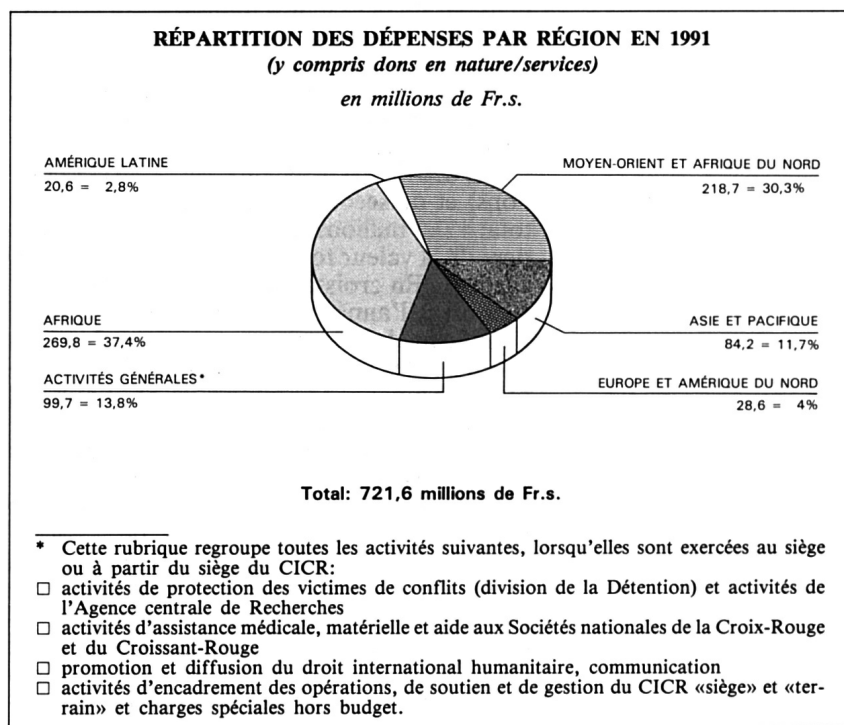
Ces disparités ressortent clairement de l'analyse du financement obtenu pour chaque zone géographique.

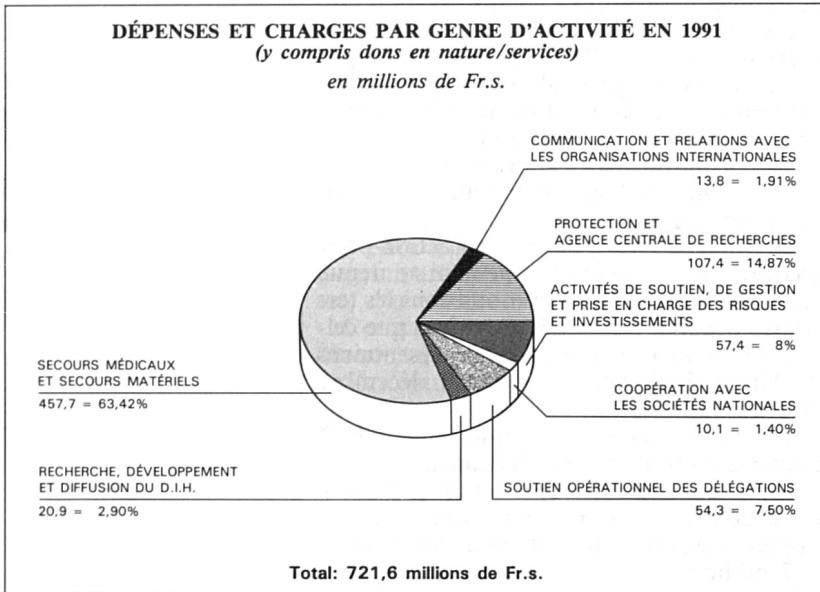
Au Moyen-Orient, alors que l'action pour le conflit du Golfe était largement soutenue par les donateurs, les opérations dans les territoires occupés par Israël, de même que celles menées au Liban et en Iran présentaient un défaut de financement au 31 décembre 1991 de 14,7 millions.

Il en va de même en Afrique, où le CICR a obtenu un soutien essentiellement ciblé sur la Somalie, tandis que son action accumule des découverts sur tous les autres théâtres d'opérations du continent, pour un total de 28,7 millions.

Situation préoccupante également pour la zone Asie-Pacifique, où les actions Afghanis-

Distribution des volumes d'activité par région géographique
(figure 1)





Distribution des dépenses et charges par genre d'activité (figure 2)

Les activités de **recherche, développement et diffusion du droit international humanitaire** se chiffrent à 20,9 millions, soit 14% de plus que l'année précédente. En effet, l'accès à de nouveaux théâtres d'opérations (notamment, les pays du Golfe et ceux des Balkans) a imposé au CICR un effort accru dans ces domaines.

Les activités de **soutien et de gestion** ainsi que la **prise en charge des risques et investissements**, qui émargent exclusivement au budget «siège» ont représenté 57,4 millions. L'augmentation de ces postes par rapport à l'année précédente s'élève à 11,2% et se situe essentiellement au niveau du recrutement et de la formation du personnel terrain, des télécommunications et des dotations aux provisions pour risques opérationnels. Ces secteurs ont évidemment subi de plein fouet les surcharges engendrées par le conflit du Golfe.

Malgré l'importante dotation aux provisions pour risques opérationnels, rendue possible l'an dernier encore par les résultats favorables de la structure «siège», la situation financière globale du CICR reste extrêmement préoccupante. En effet, les moyens propres de l'institution, censés constituer un fonds de garantie des risques inhérents à ses activités, sont devenus par la force des choses un fonds de roulement graduellement absorbé dans les actions déficitaires. Afin de maintenir sa capacité d'intervention rapide et son indépendance, le CICR devra impérativement trouver en 1992 la couverture des avances faites au cours de l'année précédente.

tan, Cambodge-Thaïlande et Sri Lanka se soldent par un déficit de 9 millions. Les activités en Europe (Yougoslavie, Roumanie, Albanie) ont obtenu une couverture suffisante, de même que celles menées en Amérique latine, à l'exception du Pérou qui présente un déficit de 1,8 million.

Les activités d'**assistance médicale** (125 millions) et de **secours** (332,7 millions), soit au total 457,7 millions, représentent près des deux tiers de la valeur totale des activités du CICR en 1991. En croissance de plus de 100% par rapport à l'année précédente, elles reflètent l'ampleur des besoins rencontrés dans les actions telles que le conflit du Golfe, l'Ethiopie, la Somalie, le Soudan, le Sri Lanka et le conflit afghan.

Les activités de **protection des victimes des conflits armés et de troubles internes**, et celles de l'**Agence centrale de Recherches (ACR)** totalisent 107,4 millions (près de 15% de l'activité du CICR) contre 92,3 millions en 1990, soit une progression globale de l'ordre de 16%. L'augmentation est cependant beaucoup plus forte pour la zone Moyen-Orient (+35%) et pour l'Europe centrale et orientale (+68%), en raison, notamment, du conflit en Yougoslavie.

BILANS COMPARÉS AU 31 DÉCEMBRE 1991/1990

ACTIF (en francs suisses)	1991 après affectation de résultat	1990 après affectation de résultat	PASSIF (en francs suisses)	1991 Après affectation de résultat	1990 après affectation de résultat
DISPONIBLE			EXIGIBLE À COURT TERME		
– Caisse, chèques postaux, comptes courants bancaires	10 202 297	4 501 646	– Créanciers	7 229 407	7 438 998
			● <i>Gouvernements</i>	76 117	35 246
			● <i>Sociétés nationales et institutions diverses</i>	22 980 390	16 261 350
			● <i>Autres créanciers</i>	22 574 558	9 348 201
			– Passifs transitoires	52 860 472	33 083 795
RÉALISABLE			FONDS RÉSERVÉS		
– Titres	13 292 154	12 758 376	– Activités «siège»	2 500 000	—
– Placements	21 032 898	33 176 919	– Activités «terrain»	44 044 531	12 649 697
– Débiteurs				46 544 531	12 649 697
● <i>Sociétés nationales et Institutions diverses</i>	5 601 379	3 502 035			
● <i>Autres débiteurs</i>	1 834 132	1 801 376	EXIGIBLE À LONG TERME		
– Actifs transitoires	55 654 589	33 114 527	– Emprunt sur immeubles	10 200 000	10 450 000
	97 415 152	84 353 233			
AVANCES AUX DÉLÉGATIONS	18 511 983	12 617 302	PROVISIONS		
			– Pour risques opérationnels	49 395 005	38 395 005
			– Pour engagements sociaux	9 746 709	6 063 475
			– Travaux en cours ou à engager	2 737 469	3 336 996
IMMOBILISÉ			FONDS POUR INVESTISSEMENTS		
– Immeubles	23 423 152	19 369 696	– Fonds pour investissements immobiliers	16 652 263	16 501 365
– Matériel pour secours d'urgence	2 210 764	1 641 619	– Fonds pour investissements mobiliers	8 500 793	8 315 466
– Mobilier et autre matériel	3 260 919	2 476 300		87 032 239	72 612 307
	28 894 835	23 487 615	FONDS PROPRES		
ACTIONS AVEC FINANCEMENT PROVISOIREMENT DÉFICITAIRE	54 230 473	15 947 609	– Pertes et profits reportés	861 606	605 099
			– Excédent de produits	505 892	256 507
			– Moins attribution à la réserve générale	(1 250 000)	
				117 498	861 606
			– Réserve générale	12 500 000	11 250 000
				12 617 498	12 111 606
TOTAL DU BILAN	209 254 740	140 907 405	TOTAL DU BILAN	209 254 740	140 907 405
FONDS FIDUCIAIRES			FONDS FIDUCIAIRES		
– Avoirs en banque	132 943	146 177	– Ayants droit	132 943	146 177
TOTAL GÉNÉRAL	209 387 683	141 053 582	TOTAL GÉNÉRAL	209 387 683	141 053 582

COMPTE CUMULÉ DES DÉPENSES/CHARGES

DÉPENSES ET/OU CHARGES (en francs suisses)	PRESTATIONS FINANCIÈRES			PRESTATIONS EN NATURE ET/OU SERVICES
	SIÈGE	TERRAIN	TOTAL	
ASSEMBLÉE, CONSEIL EXÉCUTIF ET SECRETARIAT	3 166 367		3 166 367	
CONTRÔLEUR DE LA GESTION	606 938		606 938	
DIRECTION GÉNÉRALE	1 132 869		1 132 869	
— Département de la Communication	14 637 838		14 637 838	
— Département des Finances et de l'Administration	13 086 699		13 086 699	
— Département Organisation et Systèmes d'information	11 662 286		11 662 286	
— Département des Ressources humaines	10 445 923		10 445 923	
— Division générale des Ressources extérieures	2 854 244		2 854 244	34 616
	53 819 859		53 819 859	34 616
DIRECTION DES OPÉRATIONS	1 402 851		1 402 851	
— Zones:				
<i>Europe et Amérique du Nord</i>	1 412 595	16 220 316	17 632 911	10 095 539
<i>Afrique</i>	2 444 780	213 170 300	215 615 080	54 058 195
<i>Asie et Pacifique</i>	1 475 828	70 674 597	72 150 425	11 007 750
<i>Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>	1 847 856	118 564 212	120 412 068	93 494 010
<i>Amérique Latine</i>	874 063	18 655 530	19 529 593	732 153
— Agence centrale de Recherches	9 435 920		9 435 920	
— Division de la Détention	1 331 016		1 331 016	
— Division générale médicale	4 960 745		4 960 745	
— Division générale des Secours	4 090 602		4 090 602	662 367
— Division auprès des Organisations internationales	2 451 405		2 451 405	
	31 727 661	437 284 955	469 012 616	170 050 014
DIRECTION DOCTRINE, DROIT ET RELATIONS AVEC LE MOUVEMENT	3 665 666		3 665 666	
— Division Coopération avec les Sociétés nationales et Diffusion	1 963 913		1 963 913	
— Division Doctrine et Relations avec le Mouvement	1 556 443		1 556 443	
— Division juridique	2 493 649		2 493 649	
	9 679 671		9 679 671	
AUTRES ACTIVITÉS				
Placées sous la responsabilité du CICR				
— Service international de Recherches, Arolsen	216 409		216 409	
AUTRES DÉPENSES ET/OU CHARGES				
— Dotation aux provisions pour risques opérationnels	11 000 000		11 000 000	
— Dotation aux provisions pour engagements sociaux	4 000 000		4 000 000	
— Dissolution de provisions pour travaux en cours/à engager	(900 000)		(900 000)	
— Dotation aux fonds pour investissements	600 000		600 000	
— Régularisation des exercices antérieurs	71 641		71 641	
— Autres dépenses et/ou charges	828 628		828 628	
	15 600 269		15 600 269	
TOTAL DES DÉPENSES ET/OU CHARGES	114 817 174	437 284 955	552 102 129	170 084 630
REPORT				
— Programmes à réaliser dès 1992	2 500 000		2 500 000	
RÉSULTAT				
— Excédent de recettes et/ou produits	505 892		505 892	
TOTAL	117 823 066	437 284 955	555 108 021	170 084 630*

ET RECETTES/PRODUITS DE L'EXERCICE 1991

TABLEAU II

RECETTES ET/OU PRODUITS (en francs suisses)	PRESTATIONS FINANCIÈRES			PRESTATIONS EN NATURE ET/OU SERVICES
	SIÈGE	TERRAIN	TOTAL	
CONTRIBUTIONS				
— Gouvernements	82 423 378	296 192 922	378 616 300	41 737 339
— Organisations supranationales		79 770 353	79 770 353	18 043 699
— Sociétés nationales	4 207 841	34 918 000	39 125 841	109 591 459
— Collectivités publiques	3 337 000	560 522	3 897 522	
— Sources privées		391 000	391 000	
<i>Association de soutien</i>		206 321	206 321	
<i>Entreprises suisses</i>		7 375 205	8 125 205	712 133
<i>Dons et legs</i>	750 000	800 947	800 947	
<i>Collecte personnalisée</i>				
— Transfert de contribution du gouvernement suisse	(5 000 000)	5 000 000		
	85 718 219	425 215 270	510 933 489	170 084 630
REVENUS FINANCIERS	3 336 496		3 336 496	
PARTICIPATION DES BUDGETS TERRAIN	26 688 720		26 688 720	
AUTRES RECETTES ET/OU PRODUITS				
— Frais facturés	536 848		536 848	
— Régularisation des exercices antérieurs	276 381		276 381	
— Autres recettes et/ou produits	1 266 402	5 316 457	6 582 859	
	2 079 631	5 316 457	7 396 088	
TOTAL DES RECETTES ET/OU PRODUITS	117 823 066	430 531 727	548 354 793	170 084 630
REPORT Excédent de dépenses porté en diminution des fonds réservés aux actions à financement spécial		6 753 228	6 753 228	
TOTAL	117 823 066	437 284 955	555 108 021	170 084 630*

*) Sur le total de Fr.s. 170 084 680 de dons et dépenses en nature et/ou services, Fr.s. 696 983 ont été attribués à la structure financière siège et Fr.s. 169 387 647 à la structure financière terrain.

DÉPENSES ET CHARGES DE L'EXERCICE 1991 RÉPARTIES PAR GENRE D'ACTIVITÉ

(y compris les dons en nature et services)

Chiffres en milliers de francs suisses

GENRE D'ACTIVITÉ		BUDGET SIÈGE ET CHARGES HORS BUDGET	BUDGETS TERRAIN	TOTAL	%
1.	ACTIVITÉS CONVENTIONNELLES ET EXTRACTIONNELLES ET ACTIVITÉS DIRECTEMENT LIÉES				
1.1.	ACTIVITÉS DE PROTECTION DES VICTIMES DE CONFLITS/ TROUBLES INTÉRIEURS ET DE COORDINATION DES OPÉRATIONS				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD	1 441	2 163	3 604	
	AFRIQUE	2 445	20 408	22 853	
	ASIE ET PACIFIQUE	1 585	18 910	20 495	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	1 848	24 390	26 238	
	AMÉRIQUE LATINE	874	6 389	7 263	
	SIÈGE	2 734		2 734	
		10 927	72 260	83 187	11,52
1.2.	AGENCE CENTRALE DE RECHERCHES				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD	1 970	325	2 295	
	AFRIQUE	782	3 558	4 340	
	ASIE ET PACIFIQUE	872	4 577	5 449	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	3 653	5 513	9 166	
	AMÉRIQUE LATINE	297	628	925	
	SIÈGE	2 042		2 042	
		9 616	14 601	24 217	3,35
1.3.	RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	2 132		2 132	0,30
1.4.	ACTIVITÉS MÉDICALES				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD		2 632	2 632	
	AFRIQUE		25 756	25 756	
	ASIE ET PACIFIQUE		39 182	39 182	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		48 007	48 007	
	AMÉRIQUE LATINE		3 766	3 766	
	SIÈGE	4 961		4 961	
		4 961	119 343	124 304	17,21
1.5.	ACTIVITÉS DE SECOURS				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD		18 407	18 407	
	AFRIQUE		187 746	187 746	
	ASIE ET PACIFIQUE		4 547	4 547	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		117 230	117 230	
	AMÉRIQUE LATINE		1 254	1 254	
	SIÈGE	4 768		4 768	
		4 768	329 184	333 952	46,24
1.6.	COOPÉRATION AVEC LES SOCIÉTÉS NATIONALES DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD		477	477	
	AFRIQUE		3 848	3 848	
	ASIE ET PACIFIQUE		578	578	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		4 237	4 237	
	AMÉRIQUE LATINE		981	981	
			10 121	10 121	1,40
	A reporter	32 404	545 509	577 913	

DÉPENSES ET CHARGES DE L'EXERCICE 1991 RÉPARTIES PAR GENRE D'ACTIVITÉ

(y compris les dons en nature et services)

Chiffres en milliers de francs suisses

GENRE D'ACTIVITÉ		BUDGET SIÈGE ET CHARGES HORS BUDGET	BUDGETS TERRAIN	TOTAL	%
	Report	32 404	545 509	577 913	
1.7.	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE	6 398		6 398	0,89
1.8.	DIFFUSION DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD		240	240	
	AFRIQUE		2 761	2 761	
	ASIE ET PACIFIQUE		1 635	1 635	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		428	428	
	AMÉRIQUE LATINE		1 835	1 835	
	SIÈGE	7 641		7 641	
		7 641	6 899	14 540	2,01
1.9.	COMMUNICATION	11 633		11 633	1,61
2.	SUPPORT OPÉRATIONNEL DES DÉLÉGATIONS				
	EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD		2 072	2 072	
	AFRIQUE		23 151	23 151	
	ASIE ET PACIFIQUE		12 255	12 255	
	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		12 251	12 251	
	AMÉRIQUE LATINE		4 535	4 535	
			54 264	54 264	7,51
3.	ACTIVITÉS DE SOUTIEN				
3.1.	POLITIQUE GÉNÉRALE ET SOUTIEN OPÉRATIONNEL	3 328		3 328	
3.2.	RESSOURCES HUMAINES: RECRUTEMENT, FORMATION ET GESTION	10 472		10 472	
3.3.	RECHERCHE DE FONDS ET RAPPORTS AUX DONATEURS	3 035		3 035	
3.4.	ORGANISATION, SYSTÈMES D'INFORMATION, ARCHIVES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	11 662		11 662	
		28 497		28 497	3,95
4.	ACTIVITÉS DE GESTION				
4.1.	GESTION FINANCIÈRE	4 014		4 014	
4.2.	AUDIT ET CONTRÔLE DE GESTION INTERNE	1 397		1 397	
4.3.	SERVICES GÉNÉRAUX	7 930		7 930	
		13 341		13 341	1,85
5.	PRISE EN CHARGE DES RISQUES ET INVESTISSEMENTS				
5.1.	ATTRIBUTION À PROVISIONS POUR RISQUES OPÉRATIONNELS	11 000		11 000	
5.2.	ATTRIBUTION À PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS SOCIAUX	4 000		4 000	
5.3.	DISSOLUTION DE PROVISIONS POUR TRAVAUX EN COURS OU À ENGAGER	(900)		(900)	
5.4.	ATTRIBUTION AU FONDS POUR INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS	600		600	
5.5.	AUTRES DÉPENSES ET CHARGES	900		900	
		15 600		15 600	2,16
	TOTAL TOUTES ACTIVITÉS ET CHARGES	115 514	606 672	722 186	100,00

CONTRIBUTIONS REÇUES EN 1991

TABLEAU IV

Gouvernements

(en francs suisses)

PAYS	Structure financière siège	Structure financière terrain	Total recettes en espèces	Recettes en nature et/ou services
Afrique du Sud	80 875		80 875	
Algérie	147 750		147 750	
Allemagne	1 049 400	12 939 066	13 988 466	14 577 141
Andorre	15 000		15 000	
Angola	21 750		21 750	
Arabie Saoudite		862 000	862 000	
Argentine	37 165	242 453	279 618	
Australie	693 428	5 167 740	5 861 168	
Autriche	378 000	1 996 000	2 374 000	
Bahamas	14 259		14 259	
Bahrein	153 992		153 992	
Barbade	2 844		2 844	
Belgique	841 833	2 113 715	2 955 548	
Bolivie	7 092		7 092	
Brésil	273 000		273 000	
Burundi	4 096		4 096	
Canada	1 447 380	17 770 498	19 217 878	
Chine	400 000		400 000	
Chypre	30 000		30 000	
Colombie	116 195		116 195	
Corée, République de	277 200		277 200	
Cuba	6 600		6 600	
Danemark	1 239 018	8 021 050	9 260 068	
Dominique	5 631		5 631	
Egypte	100 100		100 100	
Emirats Arabes Unis	217 492		217 492	
Equateur	5 335		5 335	
Espagne	1 250 000	1 045 761	2 295 761	
Etats-Unis d'Amérique	9 108 344	81 748 574	90 856 918	17 521 992
Finlande	876 178	12 994 904	13 871 082	882 479
France	1 400 000	3 913 010	5 313 010	80 840
Grèce	183 400		183 400	
Honduras	1 320		1 320	
Hongrie	10 000		10 000	
Inde	17 765		17 765	
Indonésie	84 712		84 712	
Irlande	186 640	56 312	242 952	
Islande	51 111		51 111	
Israël	76 800		76 800	
Italie	2 801 400	8 771 337	11 572 737	
Japon	1 200 000	19 089 500	20 289 500	

PAYS	Structure financière siège	Structure financière terrain	Total recettes en espèces	Recettes en nature et/ou services
Jordanie	66 641		66 641	
Liban	427		427	
Liechtenstein	110 000	200 000	310 000	
Luxembourg		2 738 769	2 738 769	
Madagascar	744		744	
Malaisie	29 694	119 835	149 529	
Maldives	1 229		1 229	
Malte	5 062	44 000	49 062	
Maroc	30 769		30 769	1 465 188
Maurice	27 384		27 384	
Mexique	146 309		146 309	
Monaco	32 500		32 500	
Myanmar	17 400		17 400	
Népal	3 000		3 000	
Nigéria	23 400		23 400	
Norvège	653 837	8 795 797	9 449 634	
Nouvelle-Zélande	174 300	270 657	444 957	
Pakistan	12 660		12 660	
Panama	45 208		45 208	
Paraguay	28 800		28 800	
Pays-Bas*	708 481	8 757 768	9 466 249	
Philippines	70 700		70 700	
Portugal	175 000	174 262	349 262	
Royaume-Uni	1 143 720	32 071 769	33 215 489	1 981 367
Rwanda	16 675		16 675	
Saint-Marin	15 000		15 000	
Salvador	28 392		28 392	
Sao Tomé	5 762		5 762	
Singapour	15 292		15 292	
Sri Lanka	4 590		4 590	
Sénégal	25 786		25 786	
Soudan	2 556		2 556	
Suède	1 900 000	39 369 444	41 269 444	
Suisse	51 750 000	26 918 701	78 668 701	5 228 332
Tchèque/Slovaque (R.F.)	100 000		100 000	
Thaïlande	38 028		38 028	
Togo	4 849		4 849	
Tonga	17 346		17 346	
Trinité-et-Tobago	1 373		1 373	
Tunisie	15 000		15 000	
Turquie	70 621		70 621	
Venezuela	91 738		91 738	
Total gouvernements	82 423 378	296 192 922	378 616 300	41 737 339

*) En plus des contributions versées directement au CICR ou via la Société nationale des Pays-Bas, le gouvernement des Pays-Bas a fait une contribution de NLG 3 000 000.— à la Société nationale des Pays-Bas en faveur des victimes du conflit du Golfe.

CONTRIBUTIONS REÇUES EN 1991

TABLEAU IV (suite)

Organisations supranationales

(en francs suisses)

	Structure financière siège	Structure financière terrain	Total recettes en espèces	Recettes en nature et/ou services
CEE, Aide alimentaire		47 026 959	47 026 959	9 497 701
CEE, Aide d'urgence		32 302 394	32 302 394	
ONU, diverses agences de l'		441 000	441 000	8 545 998
Total organisations supranationales		79 770 353	79 770 353	18 043 699

Sociétés nationales

PAYS				
Afrique du Sud	12 812		12 812	
Albanie	1 000		1 000	
Algérie				1 607 017
Allemagne	645 764	6 733 580	7 379 344	27 374 917
Australie	147 403	918 678	1 066 081	1 069 984
Autriche	52 644	347 914	400 558	2 177 084
Bahamas	2 808		2 808	
Bahrein	7 092		7 092	
Bangladesh	3 510		3 510	
Belgique	66 682		66 682	1 784 654 ¹⁾
Brésil		26 200	26 200	
Botswana	1 404		1 404	81 178
Bulgarie	6 250		6 250	
Burundi	702		702	
Cameroun	2 166		2 166	
Canada	126 235	2 411 507	2 537 742	2 384 797 ²⁾
Cap-Vert	702		702	
C.E.I.	90 000		90 000	20 000
Chili	8 423		8 423	
Chine	70 192		70 192	87 228
Colombie				74 000
Corée, République de	60 660	247 200	307 860	
Costa Rica	1 470		1 470	
Danemark	69 993	131 550	201 543	6 897 811
Espagne	182 761	485 222	667 983	816 935
Etats-Unis d'Amérique	508 974	4 988 632	5 497 606	956 807
Ethiopie	8 423		8 423	
Fidji	2 106		2 106	
Finlande	34 550	358 000	392 550	6 351 787

PAYS	Structure financière siège	Structure financière terrain	Total recettes en espèces	Recettes en nature et/ou services
France	283 863		283 863	716 573
Ghana	3 535		3 535	
Grèce		7 819	7 819	
Honduras	5 769		5 769	
Hongrie	5 000	1 000	6 000	132 360
Inde		6 890	6 890	634 180
Indonésie	14 740	46 131	60 871	173 633
Iran	22 015		22 015	
Irlande	10 529	1 248 452	1 258 981	3 645 841
Islande	13 000	208 990	221 990	756 967
Italie	160 300	29 859	190 159	405 337
Japon	591 056	3 069 431	3 660 487	1 233 355
Jordanie	3 064		3 064	
Laos	27 400		27 400	
Lesotho	1 000		1 000	
Liban				25 150
Libye	13 221		13 221	
Liechtenstein	14 038	460 000	474 038	
Luxembourg	24 567	208 800	233 367	150 817
Malaisie	7 019	88 854	95 873	
Maroc				1 766 551
Maurice	702		702	
Monaco	15 442	35 000	50 442	12 600
Mozambique	691		691	
Népal	1 000		1 000	
Nigéria	2 734		2 734	
Norvège	54 250	1 531 750	1 586 000	4 342 902
Nouvelle-Zélande	30 182	78 614	108 796	554 981 ³⁾
Pakistan	7 721		7 721	
Paraguay	2 808		2 808	
Pays-Bas	125 989	615 232	741 221	8 493 595 ⁴⁾
Pologne	25 269	88 433	113 702	68 000
Portugal	16 883	6 162	23 045	420 776
Qatar		3 000	3 000	
Roumanie	25 269		25 269	
Royaume-Uni	268 815	3 884 874	4 153 689	10 456 654 ⁵⁾
Salvador	4 252		4 252	
Sénégal	2 550		2 550	
Sierra Leone	1 732		1 732	
Soudan	1 488		1 488	
Suède	143 893	1 034 226	1 178 119	14 296 252 ⁶⁾

1) Parmi les contributions en nature et services figurant comme don de la Société nationale de Belgique, Fr.s. 1 167 190 ont été financés par le gouvernement de Belgique.

2) Parmi les contributions en nature et services figurant comme don de la Société nationale du Canada, Fr.s. 1 682 852 ont été financés par le gouvernement du Canada.

3) Parmi les contributions en nature et services figurant comme don de la Société nationale de Nouvelle-Zélande, Fr.s. 22 000 ont été financés par le gouvernement de Nouvelle-Zélande.

4) Parmi les contributions en nature et services figurant comme don de la Société nationale des Pays-Bas, Fr.s. 2 943 988 ont été financés par le gouvernement des Pays-Bas.

5) Parmi les contributions en nature et services figurant comme don de la Société nationale du Royaume-Uni, Fr.s. 702 130 ont été financés par le gouvernement du Royaume-Uni.

6) Parmi les contributions en nature et services figurant comme don de la Société nationale de Suède, Fr.s. 10 601 987 ont été financés par le gouvernement de Suède.

CONTRIBUTIONS REÇUES EN 1991

TABLEAU IV (suite)

Sociétés nationales

(en francs suisses)

PAYS	Structure financière siège	Structure financière terrain	Total recettes en espèces	Recettes en nature et/ou services
Suisse	83 528		83 528	6 243 135
Suriname	691		691	
Syrie	6 431		6 431	
Tanzanie	345		345	
Tchèque/Slovaque (R.F.)	8 000		8 000	457 314
Thaïlande	35 096		35 096	
Tunisie	1 996		1 996	
Turquie	20 000		20 000	
Uruguay	1 000		1 000	
Viet Nam	4 242		4 242	
Yémen				100 000
Diverses Sociétés nationales				1 736 847
Taipeh		5 616 000	5 616 000	1 083 440
Total Sociétés nationales	4 207 841	34 918 000	39 125 841	109 591 459

	Structure financière siège	Structure financière terrain	Total recettes en espèces	Recettes en nature et/ou services
Locarno, Ville de	10 000		10 000	
Lugano, Ville de	10 000		10 000	
Massagno, Commune de	10 000	10 000	20 000	
Obwald, Canton de	5 000		5 000	
Saint-Gall, Canton de		130 000	130 000	
Tokyo, Ville de		141 522	141 522	
Vandœuvres, Commune de		5 000	5 000	
Vaud, Canton de		25 000	25 000	
Zurich, Canton de		200 000	200 000	
Zumikon, Commune de		15 000	15 000	
Total collectivités publiques	3 337 000	560 522	3 897 522	

Collectivités publiques

Agno, Commune de		2 000	2 000	
Bellinzona, Commune de	5 000		5 000	
Bernex, Commune de		30 000	30 000	
Bevaix, Commune de	5,000		5,000	
Céigny, Commune de	2 000		2 000	
Fribourg, Canton de	30 000		30 000	
Genève, Canton de	3 000 000		3 000 000	
Genève, Ville de	250 000		250 000	
Glaris, Canton de	10 000		10 000	
Klosters, Commune de		2 000	2 000	

Sources privées

Association de soutien		391 000	391 000	
Entreprises suisses		206 321	206 321	
Dons et legs	750 000	7 375 205	8 125 205	
Appel personnalisé		800 947	800 947	
Total sources privées	750 000	8 773 473	9 523 473	712 133

Transfert de contribution du gouvernement suisse	(5 000 000)	5 000 000		
--	-------------	-----------	--	--

TOTAL GÉNÉRAL	85 718 219	425 215 270	510 933 489	170 084 630
----------------------	-------------------	--------------------	--------------------	--------------------

MOUVEMENT DES ACTIONS À FINANCEMENT SPÉCIAL POUR L'ANNÉE 1991
(en francs suisses)

ACTIONS À FINANCEMENT SPÉCIAL	MOUVEMENTS FINANCIERS					PRESTATIONS EN NATURE ET/OU SERVICES
	SOLDES REPORTÉS AU 01.01.91	TRANSFERTS	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES REPORTÉS AU 31.12.1991	
EUROPE						
Actions excédentaires	4 847 092				3 418 193	10 095 539
Actions déficitaires			14 791 417	(16 220 316)		
	4 847 092				3 418 193	
AFRIQUE						
Actions excédentaires	4 063 270				7 491 900	54 058 195
Actions déficitaires	(874 565)	(198 594)	188 950 251	(213 170 300)	(28 721 838)	
	3 188 705				(21 229 938)	
ASIE ET PACIFIQUE						
Actions excédentaires	1 931 526				1 976 471	11 007 750
Actions déficitaires	(7 041 574)	38 960	68 719 999	(70 674 597)	(9 002 157)	
	(5 110 048)				(7 025 686)	
MOYEN-ORIENT						
Actions excédentaires	1 614 776				28 573 771	93 494 010
Actions déficitaires	(7 459 891)	24 832	138 281 275	(118 564 212)	(14 676 991)	
	(5 845 115)				13 896 780	
AMÉRIQUE LATINE						
Actions excédentaires	193 033				340 728	732 153
Actions déficitaires	(571 579)		17 545 317	(18 655 530)	(1 829 487)	
	(378 546)				(1 488 759)	
RECETTES À ATTRIBUER						
Reports excédentaires					2 243 468	
Reports déficitaires			2 243 468			
TOTAL						
Actions excédentaires	12 649 697				44 044 531	169 387 647
Actions déficitaires	(15 947 609)				(54 230 473)	
	(3 297 912)	(134 802)	430 531 727	(437 284 955)	(10 185 942)	

RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTROLE

sur l'exercice 1991

à l'assemblée du

COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE, Genève

Messieurs,

En notre qualité d'organe de contrôle de votre association, nous avons vérifié, en conformité des dispositions légales, les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1991.

Nous avons constaté ce qui suit :

- le bilan et le compte cumulé des dépenses/charges et recettes/produits de l'exercice concordent avec la comptabilité,
- la comptabilité est tenue avec exactitude,
- l'état de la fortune sociale et des résultats répond aux règles établies par la loi et les statuts pour les évaluations en matière de bilan.

Sur la base de notre examen, nous proposons d'approuver les comptes qui vous sont soumis.

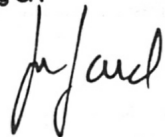
Nous signalons que le compte cumulé des dépenses/charges et recettes/produits de l'exercice comporte une colonne qui indique les prestations en nature et services reçus par le CICR. Il s'agit là de renseignements statistiques, tenus hors comptabilité, sur lesquels nous n'avons effectué aucune vérification.

Genève, le 8 juin 1992

ATAG Ernst & Young SA



M. Maglock



G. Gard

FONDS SPÉCIAUX GÉRÉS PAR LE C.I.C.R.

FONDATION EN FAVEUR DU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

CONSTITUTION

1^{er} mai 1931

BUT

Aider le Comité international de la Croix-Rouge à déployer, en toute indépendance, les activités humanitaires qu'il exerce, en temps de paix comme en temps de guerre, dans le cadre de ses statuts.

ORGANE DIRIGEANT

Un Conseil composé de:

- deux membres nommés par le Conseil fédéral suisse,
- deux membres nommés par la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge,
- trois membres désignés par le Comité international de la Croix-Rouge, dont un, au moins, choisi parmi les plus importants donateurs.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1991

ACTIF		Fr.s.	PASSIF		Fr.s.
Titres en portefeuille (valeur boursière: Fr.s. 1 145 523)		1 388 264	Capital inaliénable		1 391 628
Placements à terme		280 000	Réserve inaliénable:		
Banques		93 790	— Solde reporté de l'exercice précédent .	337 498	
			— Attribution statutaire prélevée sur le résultat de l'exercice 1991	9 596	347 094
					<u>1 738 722</u>
Administration fédérale des contributions, Berne, impôts anticipés à récupérer		13 798	Comité international de la Croix-Rouge, Genève, compte courant		37 130
		<u>1 775 852</u>			<u>1 775 852</u>

COMPTE DE RÉSULTAT 1991

DÉPENSES ET/OU CHARGES		Fr.s.	RECETTES ET/OU PRODUITS		Fr.s.
Frais bancaires		1 304	Revenus des titres		50 362
Droits de garde		1 085	Revenus des placements à terme		14 480
Honoraires de révision		957	Intérêts bancaires		743
Frais d'achat/vente de titres		165	Gains nets sur achats/ventes de titres		1 898
		<u>3 511</u>			<u>67 483</u>

RÉSULTAT

	Fr.s.
Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1991	<u>63 972</u>

RÉPARTITION STATUTAIRE

1) Attribution statutaire à la réserve inaliénable, selon les dispositions de l'article 8 des statuts: 15% du revenu net	9 596
2) Attribution statutaire au CICR du revenu net de l'exercice, après l'attribution statutaire à la réserve inaliénable (article 7 des statuts)	54 376
Total comme ci-dessus	<u>63 972</u>

FONDS AUGUSTA

CONSTITUTION

En 1890, à l'initiative du CICR, afin de perpétuer le souvenir de l'Impératrice Augusta, épouse de Guillaume I^{er}, qui œuvra en faveur des blessés militaires.

BUT

A subi différentes évolutions au cours des années.

Toutefois, au cours de la XXI^e Conférence internationale de la Croix-Rouge à Istanbul, en septembre 1969, il a

été décidé que, jusqu'à nouvel ordre, les revenus du Fonds Augusta seraient affectés au Fonds de la Médaille Florence Nightingale. Cette décision a été confirmée lors de la XXII^e Conférence, tenue en 1973 à Téhéran.

ORGANE DIRIGEANT

Vu la décision ci-dessus, en principe le même que pour le Fonds de la Médaille Florence Nightingale.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1991

ACTIF	Fr.s.	PASSIF	Fr.s.
Titres en portefeuille		Capital inaliénable	100 000
— Obligations	55 000	Réserve libre pour fluctuation de	
— Actions	49 092	cours des titres	16 210
	104 092	Compte de résultat:	
Moins:		Solde reporté de l'exercice précédent	(2 717)
Provision pour fluctuation de cours .	(2 260)		
(Valeur boursière: Fr.s. 101 832.—)	101 832	Excédent partiel de recettes par rapport aux	
Administration fédérale des contributions,		dépenses de l'exercice 1991	2 717
impôts anticipés à récupérer	976	Fonds de la Médaille Florence Nightingale,	
Comité international de la Croix-Rouge,		compte courant	630
compte courant	2 141		
Banques	11 891		116 840
	116 840		

COMPTE DE RÉSULTAT 1991

DÉPENSES ET/OU CHARGES	Fr.s.	RECETTES ET/OU PRODUITS	Fr.s.
Droits de garde et frais bancaires	434	Revenus des titres	4 351
Honoraires de révision	893	Intérêts bancaires	322
	1 327		4 673

RÉSULTAT

Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1991 Fr.s. 3 346

FONDS DE LA MÉDAILLE FLORENCE NIGHTINGALE

CONSTITUTION

Conformément au vœu exprimé par la VIII^e Conférence internationale de la Croix-Rouge, tenue à Londres en 1907, et à la décision prise par la IX^e Conférence, tenue à Washington en 1912, un Fonds a été constitué par contributions des Sociétés nationales de la Croix-Rouge.

Le règlement a été révisé lors de la XVIII^e Conférence internationale de la Croix-Rouge à Toronto, en 1952.

BUT

Les revenus de ce Fonds sont destinés à la distribution d'une médaille, appelée «Médaille Florence Nightingale», frappée en l'honneur de l'œuvre et de la vie de Florence Nightingale.

La médaille est destinée aux infirmières et aux auxiliaires volontaires de la Croix-Rouge qui se seront distingués d'une façon exceptionnelle, en temps de paix ou de guerre.

Elle est décernée, tous les deux ans, par le CICR, sur la base des propositions faites par les Sociétés nationales.

Il ne peut être distribué chaque fois que 36 médailles.

ORGANE DIRIGEANT

Une Commission composée de:

— trois représentants du CICR,

— un représentant de la Fédération.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1991

ACTIF	Fr.s.	PASSIF	Fr.s.	Fr.s.
Titres en portefeuille (valeur boursière: Fr.s. 76 125.—)	92 159	Capital		25 000
Stock de médailles	8 586	Réserve:		
Administration fédérale des contributions, impôts anticipés à récupérer	272	Solde reporté de l'exercice précédent	75 839	
Banques	7 461	Excédent de dépenses par rapport aux recettes de l'exercice 1991	<u>(1 704)</u>	74 135
Fonds de la Médaille Florence Nightingale, compte courant	630	Comité international de la Croix-Rouge, compte courant		9 973
	<u>109 108</u>			<u>109 108</u>

COMPTE DE RÉSULTAT 1991

DÉPENSES ET/OU CHARGES	Fr.s.	RECETTES ET/OU PRODUITS	Fr.s.
Remise de médailles, frais d'expédition et d'impression de circulaires	5 272	Revenus des titres	3 803
Droits de garde	85	Intérêts bancaires	177
Honoraires de révision	957	Attribution partielle du solde bénéficiaire au 31 décembre 1991 du compte de résultat du Fonds Augusta selon la résolution de principe de la XXI ^e Conférence internationale de la Croix-Rouge	630
	<u>6 314</u>		<u>4 610</u>

RÉSULTAT

Excédent de dépenses par rapport aux recettes de l'exercice 1991 Fr.s. 1 704

FONDS CLARE C. BENEDICT

CONSTITUTION

1^{er} février 1968.

BUT

Les revenus du Fonds doivent être affectés à l'exécution d'actions d'assistance aux victimes des conflits

armés, conformément aux volontés exprimées par Miss Benedict.

ORGANE DIRIGEANT

Une Commission de trois personnes désignées par le CICR.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1991

(exprimé en dollars USA)

ACTIF	US. \$	PASSIF	US. \$	US. \$
Titres en portefeuille (valeur boursière: US\$ 2 602 831)	2 082 025	Fortune du Fonds		1 395 499
Placements à terme	740 849	Provision pour variations du portefeuille:		
Administration fédérale des contributions, impôts anticipés à récupérer	18 274	— Solde reporté de l'exercice précédent .	1 009 779	
Banques	83 518	— Résultat des opérations sur titres 1991	44 720	1 054 499
				<u>2 449 908</u>
		Résultat à affecter:		
		— Solde reporté	304 232	
		— Attribution décidée en 1991	(304 232)	
		— Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1991	198 403	198 403
		Comité international de la Croix-Rouge, compte courant		276 355
	<u>2 924 666</u>			<u>2 924 666</u>

COMPTE DE RÉSULTAT 1991

DÉPENSES ET/OU CHARGES

	US. \$
Frais bancaires et commissions	531
Droits de garde	10 797
Honoraires de révision	2 957
Frais sur achats/ventes de titres	3 846
Pertes sur ventes de titres	22 134
Attribution à la provision pour variation sur portefeuille	44 720
	<u>84 985</u>

RECETTES ET/OU PRODUITS

	US. \$
Revenus des titres et placements à terme	197 532
Intérêts bancaires	2 938
Gain net sur cours de monnaies	12 219
Disagio sur achat d'obligations et gain sur vente de titres	70 699
	<u>283 388</u>

RÉSULTAT

	US. \$
Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1991, viré au compte de résultat à affecter	<u>198 403</u>

FONDS FRANÇAIS MAURICE DE MADRE

CONSTITUTION

Décision Assemblée du 19.12.1974.

BUT

Aider le personnel permanent ou temporaire, notamment les délégués, infirmiers ou infirmières des institutions internationales ou nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui auront payé de leur personne au cours de leur travail, d'opérations de guerre ou de catastrophes et qui seront de ce fait dans une situation difficile ou atteints dans leur santé.

Au cas où ces personnes perdraient la vie dans l'accomplissement de leur mission humanitaire, un subside pourra être versé à leur famille.

ORGANE DIRIGEANT

Un Conseil composé de 5 membres désignés par le CICR, actuellement:

- deux membres et/ou collaborateurs du CICR
- un membre de la Fédération
- un membre de la famille
- un avocat suisse.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1991

ACTIF	Fr.s.	PASSIF	Fr.s.	Fr.s.
Titres en portefeuille (valeur boursière: Fr.s. 2 432 258)	2 559 125	Capital:		
Placements à terme	220 000	Solde reporté de l'exercice précédent	2 729 394	
Administration fédérale des contributions, impôts anticipés à récupérer	39 245	Excédent des recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1991	83 438	
Banques	1 447	Total des fonds propres		2 812 832
Comité international de la Croix-Rouge, compte courant	23 710	Rentes à verser		30 695
	<u>2 843 527</u>			<u>2 843 527</u>

COMPTE DE RÉSULTAT 1991

DÉPENSES ET/OU CHARGES

Allocations	Fr.s. 62 660
Frais sur achats/ventes de titres	1 506
Agios sur achats d'obligations	2 465
Droits de garde	3 540
Frais bancaires	933
Honoraires de révision	1 754
Autres frais	1 603
	<u>74 461</u>

RECETTES ET/OU PRODUITS

Revenus des titres et placements à terme	Fr.s. 156 768
Intérêts bancaires	231
Disagio sur achat et gain sur remboursement de titres	900
	<u>157 899</u>

RÉSULTAT

Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1991	Fr.s. <u>83 438</u>
---	------------------------

FONDS OMAR EL MUKTAR

CONSTITUTION

Selon décision N° 5 du Conseil exécutif du 20.11.80, confirmée par l'Assemblée de décembre 1980.

arabe libyenne, affecter les revenus au financement des activités générales de protection et d'assistance du CICR.

BUT

A partir d'un fonds en dollars, constitué par une ou plusieurs donations faites par les Autorités de la Jamahiriya

ORGANE DIRIGEANT

Un Conseil de trois membres formé de trois représentants du CICR.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1991

(exprimé en dollars USA)

ACTIF	US. \$	PASSIF	US. \$
Titres en portefeuille (valeur boursière: US\$ 834 192)	658 170	Capital initial	650 000
Placements à terme	43 794	Résultat de l'exercice 1991 en attente d'affectation	39 993
Administration fédérale des contributions, impôts anticipés à récupérer	1 256	Comité international de la Croix-Rouge, compte courant	26 874
Banques	13 647		
	<u>716 867</u>		<u>716 867</u>

COMPTE DE RÉSULTAT 1991

DÉPENSES ET/OU CHARGES

	US. \$
Frais sur achats/ventes de titres	292
Droits de garde	678
Frais bancaires	74
Honoraires de révision	1 924
Perte sur cours de monnaies	2 560
	<u>5 528</u>

RECETTES ET/OU PRODUITS

	US. \$
Revenus des titres et placements à terme	39 742
Intérêts bancaires	791
Disagio sur achat d'obligations et gain sur vente de titres	4 988
	<u>45 521</u>

RÉSULTAT

	US. \$
Excédent de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1991	<u>39 993</u>

FONDS PAUL REUTER

CONSTITUTION

Selon décision N° 1 du Conseil exécutif du 06.01.1983.

BUT

A partir d'un fonds initial constitué par le don du Professeur Paul Reuter de Fr.s. 200 000.—, (reçu au titre du Prix Balzan) et qui peut être augmenté par des dons et legs,

— utiliser les revenus pour encourager et promouvoir la connaissance et la diffusion du droit international humanitaire,

— attribuer tous les deux ans un prix à cet effet pour couronner une œuvre, aider à réaliser un projet, ou rendre possible une publication.

ORGANE DIRIGEANT

— Une Commission composée d'un membre désigné par le Comité, qui la préside, et de deux collaborateurs (trices) du CICR désigné(s) par la Direction,

— en plus, deux personnalités choisies par la Commission, en dehors du CICR, et qui forment avec elle le Jury du Prix Paul Reuter.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1991

ACTIF	Fr.s.	PASSIF	Fr.s.	Fr.s.
Titres en portefeuille (valeur boursière: Fr.s. 247 250.—)	265 000	Capital initial		200 000
Administration fédérale des contributions, impôts anticipés à récupérer	978	Compte de résultat:		
Banques	11 914	Solde reporté des l'exercice précédent	40 769	
		Excédent de dépenses par rapport aux recettes de l'exercice 1991	(262)	40 507
		Réserve		15 356
		Comité international de la Croix-Rouge, compte courant		22 023
	<u>277 892</u>			<u>277 892</u>

COMPTE DE RÉSULTAT 1991

DÉPENSES ET/OU CHARGES	Fr.s.	RECETTES ET/OU PRODUITS	Fr.s.
Remise du Prix Paul Reuter 1991	4 000	Revenus des titres	14 350
Droits de garde et frais bancaires	2 423	Intérêts bancaires	544
Honoraires de révision	669		
Frais divers	8 064		
	<u>15 156</u>		<u>14 984</u>

RÉSULTAT

Excédent de dépenses par rapport aux recettes de l'exercice 1991	Fr.s. <u>262</u>
--	------------------

FONDS SPÉCIAL EN FAVEUR DES HANDICAPÉS

CONSTITUTION

Selon décision N° 2 de l'Assemblée des 19/20.10.83.

BUT

- Permettre la réalisation de projets durables en faveur des personnes handicapées, en particulier par la création d'ateliers de fabrication de prothèses/orthèses, d'adaptation et de rééducation professionnelle,
- participer de cette manière à des réalisations, non seulement du CICR et de Sociétés nationales, mais aussi d'autres organismes qui agissent selon les critères CICR.

ORGANE DIRIGEANT

Un Conseil composé de six personnes du CICR, soit:

- un membre du Comité, qui préside,
- le médecin-chef,
- un représentant du Département des Finances et de l'Administration, et un représentant du Département Doctrine, Droit et Relations avec le Mouvement,
- le responsable des programmes d'aide aux handicapés à la Division générale médicale,
- un représentant désigné par le Directeur des Opérations.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1991

ACTIF	Fr.s.	PASSIF	Fr.s.	Fr.s.
Titres en portefeuille (valeur boursière: Fr.s. 2 112 987.—)	1 901 538,45	Capital initial		1 000 000,00
Placements à terme	642 325,00	Compte de résultat:		
Administration fédérale des contributions, impôts anticipés à récupérer	8 998,15	Solde reporté de l'exercice précédent	1 154 198,13	
Banques	18 394,98	Excédent net de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1991	158 100,81	1 312 298,94
		Total des fonds propres		2 312 298,94
		Fonds réservés (projet Cambodge)		200 000,00
		Comité international de la Croix-Rouge, compte courant		58,957,64
	2 571 256,58			2 571 256,58

COMPTE DE RÉSULTAT 1991

DÉPENSES ET/OU CHARGES	Fr.s.	RECETTES ET/OU PRODUITS	Fr.s.
Frais opérationnels et secours, projet Tchad	23 951,96	Don en faveur du projet Cambodge	200 000,00
Frais d'achats/ventes de titres et autres frais bancaires	5 273,17	Revenus des titres et placements à terme	121 231,29
Droits de garde	1 789,45	Intérêts bancaires	1 354,60
Honoraires de révision	1 992,70	Gains sur achats/ventes de titres	68 522,20
	33 007,28		391 108,09

RÉSULTAT

	Fr.s.
Excédent brut de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1991	358 100,81
Don à reporter (projet Cambodge)	(200 000.—)
Excédent net de recettes par rapport aux dépenses de l'exercice 1991	158 100,81

CICR BIBLIOTHEQUE



18 NOV. 1992

168

38120